



COMMUNIQUÉ

Depuis l'annonce par le Chef de l'État de sa volonté de fermer les centrales fonctionnant au charbon en France au plus tard en 2022, les organisations CGT concernées sont mobilisées pour l'avenir des travailleurs.

L'activité de la Centrale de Gardanne génère 1 000 emplois dans le département des Bouches-du-Rhône... la Centrale, sa sous-traitance, les dockers, les portuaires, la maintenance en darse, le transport, les services publics qui en découlent, etc...

Les dockers et portuaires après avoir perdu les trafics du charbon, la bauxite via Alteo ne laisseront pas encore le trafic dit woodships s'envoler. La casse des industries dans le département a entraîné un déséquilibre sur la place portuaire du Golfe de Fos entraînant la perte de centaines de journées de travail.

Aujourd'hui, les licenciements mis en œuvre par GazelEnergie ont désorganisé l'entreprise, empêchant tout démarrage de la Tranche 4 Biomasse et PIRE, il n'est plus possible d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du site ainsi que celle des riverains.

Le gouvernement ne peut pas prétendre essayer de créer des emplois et en supprimer des milliers. La complicité entre l'État et GazelEnergie est claire !

Afin de préserver l'outil industriel, la CGT a décidé de mettre le site de Provence sous sa protection. La réintégration des personnels licenciés est indispensable pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Le 14 octobre 2021, le syndicat CGT de la Centrale de Gardanne, le syndicat CGT des Ouvriers Dockers et Personnels de la Manutention Portuaire du Golfe de Fos, le syndicat CGT du Grand Port Maritime de Marseille, l'UD 13 CGT, le Comité Régional PACA CGT, la Fédération Nationale des Mines et Énergie-CGT et la Fédération Nationale des Ports et Docks-CGT se sont réunis sur le site de la Centrale de Gardanne.

L'ensemble des organisations a décidé d'interpeller le gouvernement, le patronat localement et nationalement afin que les projets portés pour l'avenir industriel du site trouvent des solutions concrètes.

Il est temps, après des mois de lutte, d'initiatives, de propositions, que les travailleurs de la Centrale de Gardanne, les portuaires, les ouvriers dockers et bien d'autres soient entendus sur leur projet global intégrant la pérennité de la tranche biomasse.

La CGT appelle les décideurs à prendre leurs responsabilités et à créer les conditions pour garantir la pérennité de nos activités et de nos emplois.

Nos organisations syndicales ont décidé d'engager toutes formes d'actions permettant de poursuivre la lutte afin d'obtenir satisfaction à leurs revendications pour l'avenir de la centrale de Gardanne et des activités portuaires qui y sont liées.

Gardanne, le 14 octobre 2021